

Loi relative à l'accélération des énergies renouvelables : un cadre pour les installations photovoltaïques sur terres agricoles



Loi relative à l'accélération des énergies renouvelables : un cadre pour les installations photovoltaïques sur terres agricoles

La loi du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables prévoit l'élaboration d'un document cadre départemental qui définit les surfaces agricoles et forestières réputées incultes ou non exploitées ouvertes potentiellement à un projet d'installation de production d'électricité à partir de l'énergie solaire.

Le document cadre identifiera, d'une part, la liste des parcelles agricoles et forestières, géographiquement référencées, réputées incultes ou non exploitées, établie sur proposition de la Chambre d'agriculture et, d'autre part, la liste de cas non cartographiés à intégrer, dès lors qu'ils répondent aux critères fixés par le Code de l'urbanisme.

Aucun ouvrage photovoltaïque au sol, hors installations agrivoltaïques, ne pourra être implanté en dehors des surfaces identifiées par le document cadre arrêté par le préfet du Gers sur proposition de la Chambre d'agriculture du Gers.

La Chambre d'agriculture du Gers a transmis sa proposition en décembre 2025.

Suivant les modalités prévues par la Loi, la proposition de la Chambre d'agriculture est mise en consultation pour avis des organisations professionnelles intéressées et des collectivités territoriales concernées. Au terme de cette consultation d'une durée de trois mois, le projet d'arrêté préfectoral sera soumis à l'examen de la Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF) et fera l'objet d'une consultation du public.